



**HAL**  
open science

# Action collective et politisation “ subie ? ” d’étudiants étrangers dans un contexte fortement politisé: le cas de l’association VOIS

Théotime Chabre

## ► To cite this version:

Théotime Chabre. Action collective et politisation “ subie ? ” d’étudiants étrangers dans un contexte fortement politisé: le cas de l’association VOIS. Congrès de l’AFSP 2019, AFSP, Jul 2019, Aix en Provence, France. hal-02529814

**HAL Id: hal-02529814**

**<https://hal.science/hal-02529814>**

Submitted on 14 Apr 2020

**HAL** is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L’archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d’enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

# Intervention AFSP 2019 HAL

Théotime Chabre

Aix Marseille Univ, CNRS, LAMES, Aix-en-Provence, France



Laboratoire méditerranéen de sociologie  
UMR 7305 - Aix Marseille Université - CNRS  
Maison méditerranéenne des sciences de l'homme  
5 rue du Château de l'Horloge, BP 647  
13094 Aix-en-Provence  
<http://lames.cnrs.fr>

## Congrès de l'AFSP 2019

### Section thématique 85 - Les migrations : objet pour ou au-delà de la science politique ?

#### **Action collective et politisation « subie ? » d'étudiants étrangers dans un contexte fortement politisé : le cas de l'association VOIS**

##### **Cadrage historique**

Chypre-Nord correspond au territoire occupé par la Turquie au Nord de l'île de Chypre. Une administration civile a été instaurée par la communauté turque-chypriote. La déclaration d'indépendance autoproclamée de cette administration a entraîné une mise au ban de la communauté internationale.

Depuis les années 1980, des universités privées mais soutenues par l'Etat se sont spécialisés dans l'accueil d'un public étudiant étranger. Aujourd'hui, ces étudiants étrangers représentent L'espace de l'enseignement supérieur local est dominé par cinq universités généralistes, qui réunissent 90% de l'ensemble des étudiants de l'île. Elles ont été fondées à Chypre-Nord dans les années 1980 et 1990, après la séparation. Elles accueillent un public étudiant fortement internationalisé : 85% des 90 000 étudiants qui y étudient sont des étudiants étrangers.

Dans mon travail doctoral, je m'intéresse particulièrement à la période qui couvre la deuxième moitié des années 2010, marquée par une très forte augmentation et une diversification de ces populations parmi les individus mobiles pour études sur le territoire. Si les années 1980 et 1990 sont marqués par la présence d'une population étudiante quasiment uniquement turque, les années 2010 et 2018, les individus mobiles pour études non turcs sont passées de 5% de l'ensemble des étudiants à près de 35%. Cette même période a vu naître des revendications de la part de ces populations étudiantes, visant à améliorer leurs conditions de séjour.

##### **Méthodologie et terrain**

Mon intervention s'appuie sur un terrain de recherche conduit principalement à Chypre-Nord pendant trois séjours (mai-juin 2018, novembre-décembre 2018 et mars-juin 2019), pendant lesquels j'ai réalisé trente entretiens avec des membres du rectorat, des responsables de différentes agences gouvernementales (ministère de l'éducation, agence d'accréditation de l'enseignement supérieur, ministère de l'intérieur, police aux frontières, ministère des affaires étrangères) et de représentants de la société civile impliqués dans la défense des droits des étrangers (association de défense des droits des réfugiés, foyer de protection pour femmes, avocats impliqués dans des dossiers d'étudiants en situation illégale). J'ai également suivi, dans le cadre d'un terrain ethnographique, deux associations qui se revendiquent de l'appui aux étudiants internationaux. Pour finir, j'ai participé à la coordination d'un questionnaire sur la perception du racisme au sein des campus, en collaboration avec l'association VOIS, dont le dépouillage est en cours.

*En mai 2019, un atelier a été mené dans un salon de conférence de la banlieue de Famagouste, dans le nord de Chypre, par une association d'étudiants principalement originaire d'Afrique et du Moyen-Orient, dont le nom est VOIS (Voice of International Students). L'objectif est de discuter des difficultés que connaissent les étudiants dans leur vie quotidienne. Cet événement est important à l'échelle locale parce qu'il réunit plus de 300 étudiants, qu'il est médiatisé dans les journaux locaux. Et parce qu'il en plus des étudiants*

*étrangers, il y a des représentants des universités, associations locales et différents ministères. C'est la première fois qu'un événement public de cette ampleur a lieu autour des étudiants internationaux.*

*Dans les jours qui suivent, une campagne médiatique est lancée, à l'initiative de l'agence publique en charge de l'enseignement supérieur et des dirigeants des universités, qui décrit l'atelier comme une tentative de nuire à la réputation du pays et comme VOIS comme une association financée par la République de Chypre. L'événement prend une tournure nationale.*

Cette vignette montre comment un enjeu d'apparence circonscrit aux problèmes des étudiants étrangers peut être perçu comme relevant d'enjeux nationaux. Le cas que j'étudie est Chypre-Nord, un territoire administré par un Etat autoproclamé, la République Turque de Chypre du Nord, engagé dans un conflit sécessionniste avec la République de Chypre, au sud de l'île, depuis 1974. C'est un cas spécifique, mais pas unique, d'une entité politique dont l'existence même est controversée en interne. L'opinion publique est fortement divisée entre la perspective de maintenir la séparation et la perspective de rejoindre la République de Chypre.

Cet enjeu national réapparaît régulièrement lors de débats liés à la production de l'action publique. C'est notamment le cas de l'internationalisation de l'enseignement supérieur, sur lequel je travaille dans le cadre de ma thèse. La forte politisation de cette thématique dans les prises de position publiques impacte les mobilisations étudiantes, qui sont régulièrement assignées à un camp, celui des pro-séparation ou des pro-réunification.

Pour cette communication, j'interroge ce que cette situation de polarisation politique fait aux modes d'action collective des étudiants étrangers, à partir du cas de l'association VOIS.

La problématique que j'avance : Dans un espace politique fortement polarisé, dans quelles mesures la participation à l'action publique revient-il à défendre un camp ? Dans quelles mesures cette assignation se transcrit, dans le cas de VOIS en ?

L'hypothèse que je défends est que la structure des opportunités politiques locales limite la capacité de l'association VOIS à participer de manière « indépendante » à l'action publique mais ne l'empêche pas de maintenir une certaine forme d'autonomie. L'assignation n'est pas seulement subi mais découle en partie de choix tactiques et de savoirs militants acquis avant la mobilité à Chypre.

Dans un premier temps, je reviendrai sur la convergence entre les enjeux liés à l'internationalisation de l'enseignement supérieur et ceux liés au conflit autour du projet politique du territoire. J'analyserai ensuite les conditions dans lesquelles la catégorie d'étudiants internationaux est mobilisée par les entrepreneurs étudiants pour favoriser la participation au mouvement. Je finirai par montrer comment l'assignation subi par l'association VOIS représente à la fois comme un obstacle et une ressource pour consolider la mobilisation.

## **I. Convergence entre les enjeux politiques liés au statut politique du territoire et enjeux liés à l'internationalisation universitaire**

L'internationalisation de l'enseignement supérieur a une importance spécifique à Chypre-Nord, qui permet de comprendre pourquoi le sujet est perçu comme un enjeu politique majeur. Elle représente un des rares cas d'internationalisation partant de Chypre-Nord. L'internationalisation, ici, est largement le résultat des mobilités étudiantes entrantes. Le processus d'internationalisation lui même fait débat.

Les dirigeants des universités avancent qu'en l'absence d'un réseau diplomatique, la capacité des acteurs privés à accéder à l'espace international, au sens de Bayart, représente une preuve de la capacité de l'Etat turc-chypriote à performer à l'international, malgré les difficultés liés à la non reconnaissance. C'est aussi un facteur de soft power, compris comme la puissance qui découle de la « capacité d'attraction » d'une entité politique<sup>1</sup>. A ce titre, le maintien des flux de mobilités étudiants entrants est présenté comme découlant d'un intérêt national. Ce discours émerge au cours des années 2010, alors que les populations d'étudiants étrangers non-turcs se renforcent<sup>2</sup>. Au moment de mon terrain, ce discours était repris publiquement par plusieurs acteurs, notamment les représentants des administrations publiques en charge de l'enseignement supérieur. Ces acteurs n'ont pas seulement un intérêt commun à maintenir la

---

<sup>1</sup> Le soft power a été théorisé par le politiste Joseph Nye en 1995. De son propre aveu, la capacité d'attraction est une notion aux dimensions floues. Ce flou permet d'appliquer ce concept à un très large nombre de cas.

<sup>2</sup> Les populations étudiantes turques ne sont pas publicisées selon les mêmes modalités : leur présence est au cœur d'autres enjeux, liés à la relation spécifique liant Chypre-Nord et la Turquie, puissance occupante mais également soutien financier et militaire clé.

légitimité des institutions d'enseignement supérieur mais sont liés par leur engagement politique aux partis pro-séparation.

Au sein de l'espace universitaire, ce discours est dénoncé par certains acteurs, notamment des enseignants de sciences politiques et de relations internationales dans plusieurs universités. Ils sont caractérisés par un engagement au sein d'associations se revendiquant de la société civile. Ici, je reprends la définition indigène de la notion de société civile. Elle renvoie à un engagement pro-réunification, notamment parce la notion a été diffusée à travers des programmes européens d'appui financiers et logistiques visant explicitement à « rapprocher la communauté turque-chypriote de l'Union Européenne »<sup>3</sup>.

La mise en avant de la « capacité d'attraction » est dénoncée comme un moyen de dissimuler une gouvernance universitaire dominée par l'intérêt économique, non régulée par les pouvoirs publics. Une des conséquences est représentée par des méthodes de recrutement qui tendent à profiter de la vulnérabilité de jeunes caractérisés comme venant de pays en conflit ou marqués par la pauvreté, qui cherchent des opportunités pour quitter leur pays. Ces critiques participent à mettre en scène l'incapacité des institutions et la nécessité d'aboutir à la réunification. A terme, la réunification, à leurs yeux, devrait permettre de favoriser une meilleure gouvernance à travers l'europanisation des modes de gouvernement.

Dans ce cadre, les étudiants étrangers deviennent les sujets d'échanges de coups entre les différents acteurs polarisés. Les dirigeants des universités et leurs référents ministériels mettent en avant des données statistiques qui soulignent l'importance de l'internationalisation tout en rendant invisible les origines nationales. Les acteurs associatifs eux tentent d'appuyer la constitution d'association d'étudiants internationaux en acteurs de la société civile. Dans la partie suivante, je m'intéresse aux conditions qui amènent à l'apparition et la structuration d'un « acteur de la société civil » représenté par l'association VOIS, en m'interrogeant sur la manière dont les entrepreneurs étudiants subissent mais jouent également de la polarisation pour formuler des cadres de mobilisation spécifiques.

---

<sup>3</sup> Le parcours typique de ces enseignants engagés est caractérisé par une formation doctorale à l'étranger, aux Etats-Unis ou en Europe, pendant lequel ils poursuivent un engagement associatif, notamment au sein d'associations étudiantes communautaires (entretien avec U. professeure au sein du département de relations internationales de E.M.U). A leur retour à Chypre-Nord, au terme de leur formation doctorale, ils postulent à des postes au sein des universités de l'île. Leur diplôme étranger, perçu comme plus prestigieux, leur permet d'intégrer en majorité Eastern Mediterranean University, la seule université qui cherche activement à intégrer les classements internationaux (entretien avec un membre historique du rectorat).

## **II. Une action collective « subie » par ses promoteurs ?**

Dans cette deuxième partie, j'analyse l'apparition très rapide de l'association VOIS, qui réussit à réunir une masse critique d'étudiants en à peine un an et demi d'existence, et son insertion dans les réseaux de « la société civile ». Je pose la question suivante : dans quelles mesures l'assignation qui résulte du rapprochement avec les partisans de la réunification est-il subi par l'association ? En convoquant les outils de l'analyse des cadres et d'analyse de réseaux, je montre que cette assignation ne doit pas nous amener à rendre compte des étudiants comme des sujets passifs de leurs propres mobilisations.

### a. La structure des opportunités politiques locale favorise l'assignation

Le répertoire d'action de VOIS découle partiellement de la structure des opportunités politiques locale<sup>4</sup>, qui limite l'accès « autonome » à l'espace public. Dans la manière de saisir les acteurs locaux par exemple. S'ils essaient au départ de contacter les autorités par eux-mêmes, face à un taux d'échec important les membres de l'association décident rapidement de solliciter leurs professeurs pour faciliter les prises de rendez-vous. On le l'observe dans leurs modes de financement. La situation d'étranger, jeune, en situation temporaire complique leur capacité à s'auto-financer. Ils mettent en place des campagnes de financement collectif et tentent de se financer en organisant des événements et la vente de goodies, mais qui échouent en grande partie. Ils ne peuvent obtenir de financement publics, le droit local limitant la création d'associations de résidents étrangers. Les mécanismes de financement européens apparaissent plus comme une solution de repli que comme une volonté de marquer un engagement politique mais la porosité avec d'autres acteurs de la société civile reste contenue : si les membres de Vois cherchent à participer à des actions collectives de la société civile, ils ne sont pas positionnés dans d'autres associations et à l'inverse, il n'y a pas de militants pro-séparation qui intègrent l'association.

### b. Mais la revendication du label « société civile » découle également de pratiques

---

<sup>4</sup> entendu comme « le degré d'ouverture ou de fermeture des institutions politiques locales aux mouvements sociaux locaux ou à l'influence des ONGs » (Sikkink, 2005, 157).

militantes réactivées

On l'a vu, la revendication d'une participation à la « société civile » financée par l'UE est associée localement à un engagement pro-réunification. Mais elle ne prend pas la même signification pour les étudiants étrangers. La revendication du label société civile et de pratiques relevant d'un répertoire d'action mettant en avant les bonnes pratiques, la défense du multiculturalisme, la mise en comparaison internationale de la situation locale se comprend aussi par la réactivation d'expériences militantes acquises avant la mobilité. Par exemple, la socialisation militante de certains des entrepreneurs comporte des similitudes importantes avec celles des pro-réunifications. Par exemple, Carla, étudiante de 21 ans originaire de Khartoum, a participé pendant un an à un projet de formation média financé par l'Union Européenne avant sa mobilité. Elle met en avant cette expérience au cours de l'entretien pour justifier son « souhait de continuer à participer à la société civile ».

De même, le recours à des pratiques spécifiques de médiatisation, notamment à travers les réseaux sociaux, correspondent plus à des pratiques acquises lors d'un engagement préalable que d'un apprentissage dans le pays d'accueil.

*« Au Nigeria, je faisais parti du syndicat étudiant. On a mené la lutte pour améliorer nos conditions, nous ne recevions plus nos bourses et nous avons pris la rue pour que l'Etat nous écoute. Et ça a marché. Ici, même au sein de NANS (association des étudiants nigériens) c'est impossible, le rectorat ne veut même pas nous recevoir. C'est terrible pour nous, les Africains, il suffit qu'un crime implique l'un d'entre nous pour que nous soyons tous accusés. VOIS est essentiel pour défendre nos droits ».*

Dans cet extrait d'un entretien un étudiant militant originaire du Nigeria, que l'on appellera Oji, on voit comment il met en avant son expérience syndicale pour justifier son engagement associatif.

- a. Une identité collective produite en interne

Par ailleurs, son témoignage souligne comment les deux catégories, étudiant et Africain, sont convoquées en même temps mais n'ont pas la même portée. Si c'est en tant qu'Africain qu'il perçoit la différence de traitement de la part de la société d'accueil, il met en avant le mode d'action collectif en tant qu'étudiant, qu'il a déjà expérimenté, comme dimension propre à la mobilisation.

Ce positionnement, partagé par les membres dirigeants du mouvement représente une des raisons du succès de l'association : la volonté de remettre en cause les catégories d'action publique existantes et à présenter et à présenter une identité collective à même de rassembler les revendications du plus grand nombre : la mise en avant des modes d'actions non violents, comme le recours à des événements festifs et faciles d'accès, comme des campagnes sur les réseaux sociaux vont dans ce sens. Les revendications sont tournées de manière à mettre en avant une identité collective d « étudiant internationaux » qui permet de transcender les revendications, diverses et parfois pas partagée par tous les segments de la population étudiante. Par exemple, le ressenti du racisme est beaucoup plus fortement marqué chez les étudiants africains noirs que les étudiants venant du Moyen-Orient. Les étudiants travailleurs ou ceux qui ne disposent plus de statut étudiant sont beaucoup plus sensibles aux revendications liées à la prise en charge des frais de santé par l'Etat que les étudiants pris en charge par leurs familles. La promotion d'une action justifiée au nom de la participation à l'économie et des normes internationales représente ainsi un cadrage plus englobant que la lutte contre les discriminations, qui ne constitue qu'un chapitre de l'association, par exemple. Cette montée en généralité ne fonctionne que partiellement, soulevant des oppositions de différentes natures parmi les étudiants, mais participe incontestablement à l'augmentation très rapide du nombre de membres.

En conclusion, au cours de cette présentation, j'ai cherché à développer deux aspects de mon terrain. Dans un premier temps, j'ai montré comment l'internationalisation de l'enseignement supérieur était traduit en un enjeu national touchant à la légitimité de l'Etat turc-chypriote, ce qui favorise l'assignation des initiatives étudiantes. Dans un deuxième temps, j'ai cherché à démontrer que cette assignation, qui est favorisée par le soutien accordé par les organismes de financement et les réseaux associés à la « société civile », fortement polarisée, ne signifie pas

pour autant que la mobilisation impulsée par VOIS est dominée par des acteurs politiques locaux ou que la politisation de l'action étudiante est subie. L'arrimage à la société civile découle à la fois d'une structure des opportunités politiques locale réduite et de la réactivation d'expériences militantes antérieures à la mobilité. La montée en généralité de l'association dépend de la capacité des militants étudiants à produire un espace propre à l'engagement d'étudiants ayant des revendications diverses et parfois non partagées.

Cette communication livre quelques pistes issues de mon travail de terrain et a cherché à mettre en lien deux approches. Une approche propre à la sociologie de l'Etat, qui vise à comprendre les transformations de l'Etat à travers l'internationalisation étudiante et les revendications de ces derniers. Et une approche issue de la sociologie de l'action collective, appliquée à une population migrante particulière, les individus mobiles pour études.